RCS : TOULOUSE
Code greffe : 3102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1997 B 01635
Numéro SIREN : 413 583 022
Nom ou dénomination : OMNIUM FINANCE

Ce dépôt a été enregistré le 09/04/2021 sous le numéro de dépôt A2021/007624

Certifié conforme à l'original

OMNIUM FINANCE

Société par actions simplifiée au capital de 2.175.541,50 euros
Siège social : 11 avenue Parmentier
31200 TOULOUSE
413 583 022 RCS TOULOUSE

(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL
Des décisions du Président
En date du 8 décembre 2020

L'an deux mille vingt,

Et le huit décembre à 11 heures,

Le Président de la Société Omnium Finance, la Société Groupe Omnium Finance, elle-même représentée par son président, Monsieur Xavier Chausson, a pris les décisions suivantes relatives à (i) la constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant de 18.910 euros décidée par le Président de la Société le 13 novembre 2020 en application de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par l'Assemblée Générale des associés de la Société le 13 décembre 2019 et à (ii) la modification corrélative des statuts de la Société.

En effet, l'Assemblée Générale du 13 décembre 2019 a décidé :

- d'augmenter le capital social d'une somme maximale de quarante-neuf mille trois cent trente-huit euros et cinquante centimes (49.338,50 €) par la création et l'émission d'un nombre maximum de quatre-vingt-dix-huit mille six cent soixante-dix-sept (98.677) actions ordinaires nouvelles (le « **Plafond** »), d'une valeur nominale de cinquante centimes d'euros (0,50 €) chacune assortie d'une prime d'émission unitaire de huit euros et quarante centimes d'euros (8,40 €), soit un prix de souscription total maximum de huit cent soixante-dix-huit mille deux cent vingt-cinq euros et trente centimes (878.225,30 €).

- de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver cette augmentation de capital à une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées à savoir des salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés du groupe Omnium dans lesquelles la Société détient directement ou indirectement une participation d'au moins dix pour cent (10 %) du capital social et des droits de vote (les ***Bénéficiaires***) ;

- de conférer tous pouvoirs au Président pour :

  - fixer la liste précise des bénéficiaires au sein de la catégorie définie à la deuxième résolution et le nombre d'actions ordinaires à attribuer à chacun d'eux dans la limite du Plafond fixé à la première résolution, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce ;

- réaliser, en une ou plusieurs fois, l'augmentation de capital décidée à la première résolution ci-dessus, dans un délai de dix-huit (18 mois) à compter de la présente Assemblée et dans la limite du Plafond fixé dans ladite résolution ;

- à cette fin, fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, recueillir et constater les souscriptions, recevoir les versements exigibles, effectuer le dépôt des fonds dans les conditions légales, clore par anticipation les souscriptions dès que toutes les actions ordinaires auront été souscrites, apporter aux statuts de la Société les modifications corrélatives et d'une façon générale, remplir les formalités et faire tout ce qui sera nécessaire pour exécuter les présentes décisions et rendre définitive l'augmentation de capital décidée.

Lors de cette même Assemblée Générale, les associés ont également décidé ce qui suit :

- Les actions nouvelles seront libérées intégralement à la souscription ;
- Elles seront libérées uniquement en numéraire ; elles ne pourront pas être libérées par compensation avec des créances certaines liquides et exigibles sur la Société ;
- Les souscriptions et les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés sur le compte ouvert au nom de la Société dans les livres de la banque CIC Toulouse Entreprises ;
- Les actions nouvelles seront créées avec jouissance à la date de réalisation de l'augmentation de capital. Elles seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Le Président, lors de sa décision du 13 novembre 2020, a décidé de faire une seconde utilisation de la délégation de pouvoirs qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale du 13 décembre 2019 et, après avoir consulté les Bénéficiaires intéressés, a décidé de procéder à l'émission de trente-sept mille huit cent vingt (37.820) actions nouvelles réservées à des bénéficiaires appartenant à la catégorie de personnes déterminée dans l'Assemblée Générale du 13 décembre 2019.

Les souscriptions aux actions nouvelles devaient être reçues à compter du 16 novembre 2020 et au plus tard le 9 décembre 2020 à minuit accompagnées du bulletin de souscription et du versement correspondant qui devait être déposé sur le compte numéro IBAN numéro FR 76 1005 7195 5200 0179 0805 264 ouvert à cet effet au nom de la Société auprès de la banque CIC Toulouse Entreprises.

1. Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant de 18.910 euros

Les Bénéficiaires ont, en vertu de bulletins de souscription complétés et signés qu'ils ont remis au Président de la Société, souscrit, dans les proportions indiquées dans le procès-verbal des décisions du Président du 13 décembre 2020, aux 37.820 actions ordinaires nouvelles émises dans la cadre de ladite augmentation de capital au prix de 8,90 euros par actions, soit 0,50 euros de valeur nominale assortie d'une prime d'émission par action de 8,40 euros, et ont libéré en numéraire l'intégralité du montant de leur souscription, soit la somme totale de 336.598 euros, déposée dans le délai de souscription, lequel a été étendu par décision du Président du 30 novembre 2020, à la banque CIC Toulouse Entreprises, laquelle a délivré le certificat du dépositaire des fonds prévu par la loi le 8 décembre 2020 (la copie du certificat émis par le CIC Toulouse Entreprises est en **Annexe 1** au présent procès-verbal).

En conséquence, le Président au vu des pièces et documents présentés, constate la réalisation définitive, à compter de ce jour, de l'augmentation de capital d'un montant de dix-huit mille neuf cent dix euros (18.910 €) décidée par le Président le 13 novembre 2020 conformément à sa délégation de pouvoirs consentie par les associés le 13 décembre 2019, assortie d'une prime d'émission totale de trois cent trente-six mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit euros (336.598 €).

Le capital de la Société est ainsi porté de deux millions cent soixante-quinze mille cinq cent quarante et un euros et cinquante centimes (2.175.541,50 €) à deux millions cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent cinquante et un euros et cinquante centimes (2.194.451,50 €), par l'émission de trente-sept mille huit cent vingt (37.820) actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de cinquante centimes d'euros (0,50) chacune assortie d'une prime d'émission unitaire de huit euros et quarante centimes (8,40 €).

2. Modification corrélative des statuts de la Société

Le Président, conformément aux pouvoirs qui lui ont été accordés par l'Assemblée Générale des associés du 13 décembre 2019, décide en conséquence de modifier l'article 6 « *Capital social* » des statuts de la Société lequel aura désormais la rédaction suivante :

« 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à deux millions cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent cinquante et un euros et cinquante centimes (2.194.451,50 €), divisé en quatre millions trois cent quatre-vingt-huit mille neuf cent trois (4 388 903) Actions entièrement libérées de cinquante centimes d'euros (0,50 €) de valeur nominale. »

* * *

Le Président,
Pour Groupe Omnium Finance,
Monsieur Xavier Chausson

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
TOULOUSE
Le 14/12/2020 Dossier 2021 00005645, référence 3104P61 2020 A 09701
Enregistrement 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé Zero Euro
Montant reçu Zero Euro

Certifié conforme à l'original

OMNIUM FINANCE

Société par actions simplifiée au capital de 2.194.451,50 euros

Siège social : 11 avenue Parmentier

31200 TOULOUSE

SIREN 413 583 022 RCS TOULOUSE

Certifié conforme à l'original

S T A T U T S

(Mis à jour le 8 décembre 2020)

==========

Service Départemental
de l'Enregistrement
de Haute-Garonne
34, rue des Lois
31039 TOULOUSE CEDEX 9
Téléphone : 05.61.10 68.90
...@dgfip.finances.gouv.fr

TABLE DES MATIERES

1	Forme	3
2	Dénomination sociale	3
3	Siège social	3
4	Objet	3
5	Durée	4
6	Capital social	4
7	Modifications du capital social	4
8	Forme des actions	5
9	Droits et obligations attachés aux actions	5
10	Président de la société	6
11	Direction Générale	6
12	Prérogatives du Comité Social et Economique	7
13	Contrôle des organes de direction	7
14	Conventions entre la société et ses dirigeants	7
15	Commissaires aux comptes	7
16	Décisions collectives obligatoires	8
17	Règles de majorité	8
18	Modalités des décisions collectives	8
19	Assemblées et assemblées spéciales	9
20	Procès-verbaux des décisions collectives	10
21	Information préalable des associés	10
22	Exercice social	10
23	Etablissement et approbation des comptes annuels	11
24	Affectation et répartition des résultats	11
25	Agrément	12
26	Dissolution – liquidation de la société	13
27	Contestations	14

TITRE I – FORME - DENOMINATION SOCIALE – OBJET – SIEGE – DUREE

1 – FORME

La Société Omnium Finance (la « **Société** ») a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé à Toulouse en date du 4 août 1997, enregistré à la recette des impôts de Toulouse Centre le 19 août 1997, folio 77, bord 904, n° 6 et immatriculée le 5 septembre 1997 au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse où elle est identifiée sous le numéro SIREN 413 583 022 RCS TOULOUSE.

Elle a été transformée en société anonyme par décision de la collectivité des associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 8 avril 2002.

La société a été transformée en société par actions simplifiée, suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 27 juin 2005, ayant statué à l'unanimité.

La Société continue à exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement. Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur, notamment par le Livre deuxième Titre II du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts. Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

2 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est : O M N I U M F I N A N C E

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

3 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 11 avenue Parmentier – 31200 Toulouse

Il peut être transféré après accord préalable de l'Associé Bénéficiaire par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

4 – OBJET

La Société a pour objet en France et dans tous pays :

La prise de participation dans toutes les sociétés et entreprises quelconques ; la gestion et la mise en valeur de ses actifs ; la prise à bail ou en concession, l'exploitation de toutes entreprises financières, industrielles, commerciales, minières, mobilières ou immobilières et l'étude de tous projets s'y rapportant.

La prestation de tous services se rapportant aux domaines financiers, comptables, commerciaux, administratifs, techniques et la gestion ou autres, dans le respect des réglementations en vigueur.
La Société pourra garantir à l'égard des tiers les engagements de toute société dont elle a le contrôle, directement ou indirectement, sous toutes formes et notamment au moyen d'actes de cautionnement, de garantie autonome ou de lettre d'intention.

L'objet social comprend toutes les opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières s'y rattachant directement ou indirectement ou pouvant être utile à cet objet ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

Pour réaliser cet objet, la Société pourra créer, acquérir, prendre ou donner à bail, gérer et exploiter tous fonds de commerce.

La société pourra agir directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit en participation, soit en association et réaliser en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

5 – DUREE

La durée de la société reste fixée à cinquante années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II – CAPITAL – FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à deux millions cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent cinquante et un euros et cinquante centimes (2.194.451,50 €), divisé en quatre millions trois cent quatre-vingt-huit mille neuf cent trois (4 388 903) Actions entièrement libérées de cinquante centimes d'euros (0,50 €) de valeur nominale. »

7 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la Société ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport et sur convocation du Président.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas de modification ou d'amortissement du capital l'assemblée générale extraordinaire détermine les incidences des modifications sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

8 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

9 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

9.1 Actions ordinaires

Toutes les actions composant le capital de la Société sont des actions ordinaires.

Les Associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

Lorsqu'un droit de vote, attaché aux actions est démembré, il appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

9.2 Associé Bénéficiaire

L'«**Associé Bénéficiaire** » est l'associé majoritaire de la Société, personne physique ou personne morale, cette dernière étant alors représentée par son Président.

Il est précisé qu'en cas de décès ou d'incapacité totale de l'Associé Bénéficiaire et en l'absence de nomination par ce dernier d'un successeur ayant cette qualité avant la survenance dudit décès ou incapacité totale, l'assemblée générale des Associés se réunira dans les 15 jours dudit événement avec pour ordre du jour la nomination à la majorité de plus de 50 % des votes d'un nouvel Associé Bénéficiaire.

TITRE III – DIRECTION DE LA SOCIETE – CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS – COMMISSAIRES AUX COMPTES

10 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, Associé ou non, de la Société. S'il s'agit d'une personne morale, celle-ci sera représentée par son représentant légal.

Le Président de la Société est désigné par décision collective des Associés.

Le Président est nommé pour une durée d'un (1) an renouvelable le cas échéant, chaque année lors de l'Assemblée générale d'arrêté des comptes. Il démissionne avec trois (3) mois de préavis.

Le Président est révocable à tout moment dans les conditions prévues à l'article 16 par une décision collective des Associés.

La rémunération du Président est fixée par l'Associé Bénéficiaire.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social, des pouvoirs attribués au Directeur Général ou à la collectivité des Associés, voire de la consultation préalable de l'Associé Bénéficiaire ainsi qu'il est dit ci-après à l'article 13.

Le Président, personne physique, peut bénéficier en sus de son mandat social, d'un contrat de travail au sein de la société au titre des fonctions techniques effectivement exercées.

11- DIRECTION GENERALE

Les Associés pourront nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, ainsi que un ou plusieurs Directeurs Généraux délégués, personne morale ou personnes physiques qui auront le pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers.

La rémunération du Directeur Général ou du Directeur Général délégué est fixée par l'Associé Bénéficiaire.

Les pouvoirs et la durée des fonctions de Directeur Général et/ou Directeur Général délégué sont fixés par la décision de nomination. Le Directeur Général et/ou Directeur Général délégué exercera ses fonctions telles qu'elles lui sont attribuées par la décision de nomination. Il pourra ainsi disposer des pouvoirs de représentation de la société à l'égard des tiers.

Le ou les Directeurs généraux et/ou Directeurs généraux délégués peuvent être révoqués par les Associés.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le Directeur Général et/ou Directeur Général délégué conserve ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat.

12- PREROGATIVES DU COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Le Comité Social et Economique (CSE) exerce les prérogatives que lui confèrent les textes législatifs et réglementaires auprès du Directeur Général, ou, en l'absence de Directeur Général, du Président.

13 – CONTROLE DES ORGANES DE DIRECTION

L'Associé Bénéficiaire en sa qualité de société mère du Groupe qu'il constitue avec la Société, est en droit, de contrôler la bonne application par la Société, et à travers elle, par ses filiales et sous-filiales constituant le Groupe OMNIUM FINANCE (le « **Groupe** »), de la stratégie générale qu'il a définie au titre de sa qualité de « holding animatrice ».

Afin d'exercer pleinement son rôle de contrôle, il bénéficie d'un droit préférentiel d'information dans le cadre du Comité stratégique créé en son sein et, dans la limite de cette seule fonction.
L'Associé Bénéficiaire bénéficie par ailleurs des pouvoirs suivants :

- pouvoir de convoquer, conformément aux dispositions de l'article 18, une assemblée générale avec pour ordre du jour la révocation des mandataires sociaux de la Société et la nomination d'un nouveau Président et/ou Directeur Général ;
- pouvoir disciplinaire à l'encontre des directeur général opérationnel et directeur général fonctionnel salariés de la société.

Il sera obligatoirement consulté préalablement à toute décision du Président ou du Directeur Général portant sur un acte de disposition des actifs de la Société et/ou toute opération de croissance externe.

14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société Associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les commissaires aux comptes présentent aux Associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les Associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter, le cas échéant, les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes. Tout Associé a le droit d'en obtenir communication.

15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des Associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Les mandats des Commissaires aux comptes de la Société, précédemment désignés pour une durée de six exercices, en cours à la date de la transformation de la Société, et de l'adoption des présents statuts, se poursuivront jusqu'à leur terme.

TITRE IV – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

16 - DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

La collectivité des Associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- nomination et révocation du Président et du Directeur Général ;
- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou Associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions conformément à l'article 25.

17 - REGLES DE MAJORITE

Toutes les décisions collectives des Associés sont adoptées à la majorité de plus de cinquante pour cent (50 %) des voix des Associés disposant du droit de vote, présents et des Associés représentés.

Les assemblées seront valablement tenues si le quorum des Associés présents et représentés est de cinquante pour cent (50 %).

Chaque action donne droit à une voix au moins. Sauf décision contraire prise en assemblée générale, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Le vote de l'Associé Bénéficiaire est prépondérant en cas de partage des voix.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des Associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par la loi ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des Associés.

18 - MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises sur convocation et à l'initiative du Président, ou de tout Associé ou groupe d'Associés représentant plus de cinquante et un pour cent (51%) du capital social.

Les décisions collectives résultent de la réunion d'une assemblée et d'un procès-verbal signé par le Président et le secrétaire de séance.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur.

Tout Associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'Actions qu'il possède. Il doit justifier de on identité et de l'inscription en compte de ses Actions au jour de la décision collective. Un Associé ne peut être représenté que par un autre Associé de la Société.

Par exception, tout Associé représentant plus de cinquante et un pour cent (51%) du capital social peut se faire représenter par toute personne de son choix, y compris par un tiers étranger à la Société, dès lors que cette personne a un lien professionnel avec la Société.

19 - ASSEMBLEES ET ASSEMBLEES SPECIALES

19.1 Les Associés se réunissent en assemblée sur convocation adressée par le Président ou tout Associé représentant plus de cinquante et un pour cent (51%) du capital social, au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tout moyen de communication écrite, en ce compris par avis dans un journal d'annonces légales, sept (7) jours ouvrés au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les Associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou le Directeur Général s'il en existe un, en leur absence, par un Associé désigné par l'assemblée. Si l'assemblée est convoquée par un Associé représentant plus de cinquante et un pour cent (51%) du capital social, c'est celui-ci qui la préside.

Les Associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée, comme indiqué à l'article 18 qui précède. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Il est établi une feuille de présence émargée par chaque Associé présent ou par son représentant en entrant en séance.

Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 20 ci-dessous.

19.2 Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'une catégorie d'actions déterminée. La décision d'une assemblée générale extraordinaire de modifier les droits relatifs à une catégorie d'actions, n'est définitive qu'après approbation par l'assemblée générale des Associés de cette catégorie.

Elles ne délibèrent valablement que si les Associés présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins sur première convocation la moitié et sur deuxième convocation le quart des actions ayant droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits.

Elles statuent à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les Associés présents ou représentés ou votant par correspondance.

20 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées.

Les procès-verbaux sont signés par le président de l'assemblée et par le secrétaire de séance.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président et secrétaire, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote des Associés.

En cas de décision collective résultant du consentement des Associés exprimé dans un acte, cet acte doit être signé par tous les Associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

21 - INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES

Quelque soit le mode de consultation, toute décision des Associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être mis à la disposition des associés au siège social de la Société sept (7) jours avant la date de l'assemblée.

Les Associés peuvent à toute époque, mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des comptes annuels, des comptes consolidés, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

TITRE V – EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES RESULTATS

22 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier pour être clôturé le 31 décembre.

23 - ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président, ou le Directeur Général, établit les comptes annuels de l'exercice

Dans l'année de clôture de l'exercice, les Associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les Associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

Sur l'excédent de bénéfices non distribués, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non.

La décision collective des Associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des Associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VI – REGLES PARTICULIERES AUX TRANSMISSIONS D'ACTIONS

Les Actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les Associés s'interdisent de procéder à un Transfert d'Actions (tel que ce terme est ci-après défini au présent article) de la Société qu'ils détiennent ou détiendront, si ce n'est conformément (i) aux dispositions des présents statuts et en particulier de la clause d'agrément prévue à l'article 25, et (ii) aux stipulations de tout pacte d'associés qui pourrait être conclu par l'Associé Bénéficiaire avec d'autres Associés.

Le terme « **Transfert** » désigne toute opération, à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou forcée, entraînant le transfert, direct ou indirect, même à terme, de la pleine propriété, de la nue-propriété, de l'usufruit, de la jouissance d'une Action et de tous les droits dérivant d'une

Action ou y donnant droit, à toute personne, y compris un Associé ou la Société, quelle que soit la cause et la forme juridique de cette opération de transfert (notamment sans que cette liste soit exhaustive, tout apport, cession, donation, transmission, transmission par suite de décès, octroi de droit de tiers ou autre mutation).

Dans toute la mesure permise par le Code de commerce, tout Transfert d'Actions effectué en violation des stipulations des présents statuts sera nul de plein droit, conformément aux dispositions de l'article L.227-15 du Code de commerce (et tout Transfert réalisé en violation du pacte d'associés qui pourrait être conclu par l'Associé Bénéficiaire avec d'autres Associés sera réputé avoir été réalisé en violation des statuts de la Société), le droit d'agir en nullité appartenant à la Société et à tout Associé.

25 - AGREMENT

Sauf le cas de Transfert d'Actions à / par l'Associé Bénéficiaire et sauf les transferts libres expressément visés dans tout pacte d'associés qui pourrait être conclu par l'Associé Bénéficiaire avec d'autres Associés, tout Transfert d'Actions par un associé cédant (le « **Cédant** »), sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, entre vifs ou par suite de décès, ne pourra être réalisée qu'avec l'agrément préalable des associés représentant plus de cinquante pour cent (50) % des droits de votre, les actions du Cédant, ou de ses ayants droits en cas de Transfert par suite de décès, étant prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Tout Associé souhaitant opérer un Transfert d'Actions doit le notifier (ci-après la « **Notification de Transfert** ») à l'Associé Bénéficiaire, et au Président de la Société ou Directeur Général.

La Notification de Transfert doit notamment contenir :

- le nom (ou la dénomination sociale), la date et le lieu de naissance, la nationalité (ou le numéro RCS), l'adresse (ou le siège social) du ou des cessionnaires envisagés (le « **Candidat Acquéreur** ») et l'identité de la ou des personnes contrôlant directement et de façon ultime le Candidat Acquéreur (si le Candidat Acquéreur n'est pas une personne physique) ;

- le nombre et la nature des Actions devant être Transférés (les « **Actions Cédées** ») ;

- le prix offert par Action Cédée ainsi que les conditions de paiement auxquelles le Transfert doit être effectué ;

- les autres modalités du Transfert envisagé, telles que les engagements de garantie ;

- les liens financiers ou capitalistiques existant, le cas échéant, entre le Cédant et le Candidat Acquéreur, directement ou indirectement ; et

- une description sommaire de l'opération aux termes de laquelle le Transfert serait réalisé.

Toute notification qui ne respectera pas les conditions mentionnées dans cet article sera réputée nulle et non avenue pour ne pas avoir été valablement adressée.

L'assemblée des Associés doit avoir lieu dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la Notification de Transfert par le Président.

En cas d'agrément, le Cédant peut réaliser librement le Transfert des Actions aux conditions notifiées dans sa Notification de Transfert, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de l'agrément. Passé ce délai, l'agrément sera caduc et le Cédant devra initier à nouveau la procédure de notification prévue au présent article.

En cas de refus d'agrément, l'Associé Bénéficiaire devra, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les Actions Concernées par un ou plusieurs Associé(s) et/ou tiers agréé selon la procédure ci-dessus prévue ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital, à moins que le Cédant ne préfère renoncer à son projet. Dans cette hypothèse, la procédure relative au Droit de Cession ne recevra pas application.

Si le rachat des Actions Concernées n'est pas ainsi réalisé par les Associés, tiers ou par la Société dans ledit délai de six (6) mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

TITRE VII – DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

26 - DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des Associés.

La décision collective des Associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les Associés.

Les Associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les Associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les Associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société n'entraîne pas, lorsque l'Associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'Associé unique, par dérogation aux dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil.

TITRE VIII – CONTESTATIONS

27 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les Associés ou entre un Associé et la Société, seront soumises à au Tribunal de Commerce du lieu du siège social

Statuts mis à jour le 8 décembre 2020

